

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 16/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Contrôle documentaire du 05/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

VERDIPOLE

Zone Portuaire - 1^{ère} rue
59211 SANTES

Références : VERDIPOLE_Santes_0003802080_20221205
Code AIOT : 0003802080

1) Contexte

Le présent rapport rend compte du contrôle documentaire réalisé sur la base d'une transmission préalable le 30 novembre et d'une conférence téléphonique le 05/12/2022 avec l'exploitant de l'établissement VERDIPOLE implanté Zone Portuaire - 1^{ère} rue 59211 SANTES. Le contrôle a été annoncée le 22/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le décret 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments vient en application de l'article 117 de la loi Antigaspillage (loi n°2020-105 du 10 février 2020). Il vise à renforcer les conditions de traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments notamment au moyen de registres internes plus détaillés (arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement), et d'outils numériques dont le Registre National Déchets Terres Excavées et Sédiments (RNDTS). Le renforcement de la traçabilité et sa dématérialisation visent à améliorer la traçabilité des déchets.

Etant donné l'aspect récent des évolutions réglementaires relatives à la traçabilité, la prolongation de la période de tolérance et le fait que l'outil RNDTS est toujours en cours d'acquisition, le contrôle s'inscrit dans le cadre d'une action nationale qui vise à sensibiliser les acteurs sur leurs nouvelles obligations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERDIPOLE
- Zone Portuaire - 1^{ière} rue 59211 SANTES
- Code AIOT : 0003802080
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VERDIPOLE est spécialisée dans le traitement biologique ou physico-chimique de matériaux issus de chantiers de dépollution des sols telles que des terres polluées.

La société Verdipole exploite notamment sur son site de Santes des installations de traitement de déchets non dangereux de capacité de traitement de 57 000 t/an (rubrique 3532 et 2791), de broyage concassage de produits minéraux ou déchets inertes (rubrique 2515), de transit de produits minéraux ou déchets non dangereux inertes (2517), de transit ou préparation de déchets non dangereux non inertes (2716) ainsi qu'une installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles (2719).

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 7 octobre 2022.

Avant cette autorisation, les activités du site relevait du régime de la déclaration. La déclaration initiale des installations a été réalisée le 18/06/2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43	/	Sans objet
3	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article Article 9.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les nouvelles dispositions réglementaires introduites par la loi AGEC du 10 février 2020 en matière de traçabilité sont en cours de mise en place sur l'installation implantée à Santes. Il a été rappelé à l'exploitant la période de tolérance accordée par le ministère de la transition écologique pour la déclaration au RNDTS en application des articles R. 541-43 et R. 541-43-1, qui a été prolongée au 1er mai 2023. Compte tenu de ce contexte aucune sanction n'est ainsi proposée pour le moment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.</p> <p>La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.</p> <p>Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>III.-Pour l'application du présent article, le site de l'excavation mentionné au II de l'article L. 541-7 correspond :</p>

1° Pour les terres excavées, à l'emprise des travaux, au sens de l'article R. 554-1, ou, le cas échéant, à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant de l'installation classée pour la protection de l'environnement, dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de trente kilomètres entre l'emplacement de leur excavation et l'emplacement de leur utilisation au sein de l'emprise des travaux ou de l'installation classée pour la protection de l'environnement ;

2° Pour les sédiments, à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau.

IV.-Sont exemptés des obligations prévues aux I et II :

1° Les ménages ;

2° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les producteurs de terres excavées et sédiments :

a) Pour les terres excavées issus d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées inférieur à 500 m³ ;

b) Pour les sédiments excavés issus d'une opération de dragage produisant un volume total de sédiments inférieur à 500 m³.

3° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m³.

Constats : Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le 30 novembre une extraction du registre chronologique interne relatif à la traçabilité des terres excavées (TEX) admises sur l'installation, et réexpédiées vers des filières extérieures. L'extraction concerne la période du 01/08/2022 au 28/10/2022.

L'inspection rappelle à l'exploitant le contexte dans lequel se place le contrôle qui s'inscrit dans une période de mise en place de nouveaux outils numériques (RNDTS et TrackDéchets) et de tolérance accordée en conséquence aux personnes devant faire des déclarations sur ces outils. Cette période de tolérance fait l'objet d'une page dédiée sur le site du ministère:

<https://www.ecologie.gouv.fr/tracabilite-des-dechets-terres-excavees-et-sediments>

Depuis le 2 décembre l'échéance de la période de tolérance est prolongée : jusqu'au 1er mai 2023, et la déclaration des données 2022 n'est obligatoire que pour les exploitants d'ISDND, d'incinérateur, et les exploitants d'installations réalisant des Sortie du Statut de Déchet (SSD). La déclaration des données à compter du 1er janvier 2023 est par contre requise pour tous les registres soumis à la déclaration au RNDTS d'ici le 1er mai 2023.

L'inspection précise qu'étant donné l'aspect récent des évolutions réglementaires relatives à la traçabilité, la prolongation de la période de tolérance et le fait que l'outil RNDTS est toujours en cours d'acquisition, l'action de contrôle vise à sensibiliser les acteurs sur leurs nouvelles obligations, notamment sur le fait que :

1. que les terres excavées aient le statut de déchet ou non, elles sont visées par une obligation de tenue de registre chronologique, voire de transmission au RNDTS ;
2. ils peuvent être concernés par l'obligation de tenir plusieurs registres chronologiques ;
3. selon la nature des TEX, ils peuvent être amenés à utiliser les BSD électroniques.

L'ensemble des colonnes de l'extraction transmise a été contrôlé au regard du contenu fixé par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement (AM registre).

L'exploitant utilise un seul registre des entrées, que ce soit pour les déchets (article 1 AM registre) ou les TEX (article 6 AM registre), ainsi qu'un seul registre des sorties que ce soit pour les déchets (article 2 AM registre) ou les TEX (article 7 AM registre)

L'inspection précise que cette organisation peut être retenue tant que les informations requises au titre selon le cas, de l'article 1, ou de l'article 6 sont dûment renseignées.

En tant que producteur subséquent, VERDIPOLE précise que pour les TEX l'exploitant ne fait pas la distinction de l'exemption des 500m³, tous les lots sont considérés comme des TEX relevant de l'article R; 541-43-1 (art 6 AM Registre). **Observation O1**

Constatations et manquements identifiés dans l'extraction transmise pour ce qui concerne la traçabilité à tenir en application de l'article 6 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement (registre des entrées) :

- Les colonnes dédiées aux quantités admises ne précisent pas l'unité, l'exploitant indique qu'il s'agit bien de kg et complètera son registre pour expliciter l'unité.

- La colonne relative aux données issues de l'analyse chimique des terres excavées est intitulée « Analyse chimique – pack ISDI ». **Observation O2**

- La colonne relative au code de traitement qui va être opéré sur l'installation est renseignée avec deux codes, R12/D13, pour chaque admission. L'exploitant justifie cette saisie par le fait qu'à l'admission sur son site, l'exploitant n'est pas en mesure de garantir que les déchets admis seront traités en filière de valorisation. Il ajoute qu'il constate la présence de davantage de chantier d'excavation que de chantier nécessitant des matériaux de remblayage. **Observation O3**

- Le registre des entrées transmis ne comporte pas les parcelles cadastrales, ni les coordonnées géographiques du lieu d'excavation des terres. L'exploitant précise que le renseignement des parcelles va constituer une difficulté. Pour ce qui concerne les coordonnées géographiques, l'exploitant précise qu'elles pourront être obtenues à partir de l'adresse du chantier. **Observation O4**

- Le registre comporte une colonne « adresse chantier ». L'exploitant confirme qu'il s'agit de l'adresse de prise en charge au sens de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres. **Observation O4**

- Le registre transmis ne comporte pas l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6.

- Le registre transmis ne comporte pas la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées (par exemple l'entreprise à l'origine de l'expédition effectuée pour le compte du producteur initial (maître d'ouvrage des travaux)).

Constatations et manquements identifiés dans l'extraction transmise pour ce qui concerne la traçabilité à tenir en application de l'article 7 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement (registre des sorties) :

- La colonne relative au code de traitement qui va être opéré sur l'installation est renseignée avec deux codes, R12/D13, pour chaque admission. **Observation O3**

- Les colonnes relatives au producteur sont renseignées avec les informations relatives au producteur subséquent « VERDIPOLE » et non le producteur initial tel que prévu par l'article 7 de l'arrêté registre précité. **Observation O5**

Compte tenu de la période de tolérance, il n'est pas proposé de sanction.

Observations :

Observation O1 : Pour ce qui est de la tenue des registres, les ménages ne sont pas concernés, ni les personnes produisant un volume total de terres excavées non dangereuses inférieur à 500 m³ sur une même opération d'aménagement ou de construction. De même, les personnes valorisant un volume total de terres excavées non dangereuses inférieur à 500 m³ pour une même opération n'ont pas à tenir de registres chronologiques, ni à le déclarer. En revanche les exploitants d'installation de transit (producteur subséquents) qui réceptionnerait des terres excavées issues ou à destination de « petits chantiers » produisant ou utilisant moins de 500 m³ de terres, sont soumis

à la tenue du registre et à déclarer les informations relatives aux terres issues ou à destination de ces petits chantiers.

Observation 02 : En ce qui concerne les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments (article 6b)), l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les analyses attendues visent à confirmer la compatibilité des terres excavées considérées avec son exutoire qui repose :

- d'une part sur la justification de la nature des terres (dangereuses ou non dangereuses). S'agissant de déchets relevant d'un code déchet à double entrée (code miroir) et s'agissant de terres issues de sites et sols pollués, cette justification implique des analyses sur brut. La méthodologie développée dans le guide d'application pour la caractérisation en dangerosité de l'INERIS du 4 février 2016 reste le référentiel principal pour la qualification en dangerosité d'un déchet.
- et d'autre part sur la justification du respect des critères d'usage de la filière de traitement considérée (pack ISDI, ou VL d'une autre ICPE de destination, critères de valorisation en aménagement, etc).

Observation 03 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la hiérarchie des modes de traitement. La valorisation doit être recherchée en priorité. Il convient d'évaluer si les déchets admis sont éligibles à une filière de valorisation dès l'étape d'acceptation préalable. Ainsi l'attribution d'un code R12 sur le registre des entrées est pertinent dès lors que les caractéristiques du déchet admis sont compatibles avec une filière de valorisation. Si malgré les caractéristiques du déchet considéré (compatible avec une filière de valorisation), aucune filière de valorisation n'est disponible à l'échéance de la durée de séjour des déchets, obligeant le recours à une filière d'élimination, c'est dans le registre de sortie des déchets que le traitement correspondant à la filière de destination doit être renseigné (par exemple D1).

Observation 04 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'adresse de prise en charge au sens des articles 1 et 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres correspond au dernier lieu de séjour des déchets avant leur admission sur le site de l'exploitant. Si le dernier lieu de séjour est un site de transit, c'est l'adresse du site de transit qu'il convient de renseigner dans le registre en tant qu'adresse de prise en charge. Les coordonnées géographiques du lieu d'excavation des terres peuvent donc différer des coordonnées géographique de « l'adresse de prise en charge ».

Observation 05 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'article 10 de l'arrêté registre précité, qui dispose que :

- Les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 de cet arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants.
- et

- Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées à l'alinéa précédent, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.

Il en est de même pour le registre de traçabilité au titre de l'article R541-43 du code de l'environnement (article 1 et 2 de l'arrêté registre).

Or l'arrêté préfectoral du 7 octobre ne prévoit pas cette exonération (cf article 9.2.11). L'exploitant veillera à se mettre en conformité sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des déchets
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43
Thème(s) : Autre, Tenue du registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.</p> <p>La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article [R. 541-45](#) vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

Constats :

L'ensemble des colonnes de l'extraction transmise a été contrôlé au regard du contenu fixé par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement (AM registre).

Constatations et manquements identifiés dans l'extraction transmise pour ce qui concerne la traçabilité à tenir en application de l'article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 (registre des entrées) :

- Les colonnes dédiées aux quantités admises ne précisent pas l'unité, l'exploitant indique qu'il s'agit bien de kg et complètera son registre pour expliciter l'unité.
- La colonne relative au code de traitement qui va être opéré sur l'installation est renseignée avec deux codes, R12/D13, pour chaque admission. L'exploitant justifie cette saisie par le fait qu'à l'admission sur son site, l'exploitant n'est pas en mesure de garantir que les déchets admis seront traités en filière de valorisation. Il ajoute qu'il constate plus de chantier d'excavation que de chantier nécessitant des matériaux de remblayage. **Observation O3**
- Le registre comporte une colonne « adresse chantier ». L'exploitant confirme qu'il s'agit de l'adresse de prise en charge au sens de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres.
- Le registre transmis ne comporte pas la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets (par exemple l'entreprise à l'origine de l'expédition effectuée pour le compte du producteur initial (maître d'ouvrage des travaux)).

Constatations et manquements identifiés dans l'extraction transmise pour ce qui concerne la traçabilité à tenir en application de l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement (registre des sorties) :

- La colonne relative au code de traitement qui va être opéré sur l'installation est renseignée avec deux codes, R12/D13, pour chaque admission. **Observation O3**
- Les colonnes relatives au producteur sont renseignées avec les informations relatives au producteur subséquent « VERDIPOLE » et non le producteur initial tel que prévu par l'article 7 de l'arrêté registre précité. **Observation O5**

Compte tenu de la période de tolérance, il n'est pas proposé de sanction.

Observations :

Voir les observations O3 et O5 formulées au point de contrôle numéro 1.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déchets admissibles																																	
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2022, article Article 9.2.1																																	
Thème(s) : Autre, Déchets admissibles																																	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																	
<p>Prescription contrôlée : Seuls les déchets suivants sont admissibles sur site pour transit, regroupement, tri, traitement et valorisation :</p> <p>ARTICLE 9.2.1. DÉCHETS ADMISSIBLES Seuls les déchets suivants sont admissibles sur site pour transit, regroupement, tri, traitement et valorisation :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Déchet</th><th>Code déchet</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01*</td><td>17 03 02</td></tr> <tr> <td>Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03</td><td>17 05 04</td></tr> <tr> <td>Ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07</td><td>17 05 08</td></tr> <tr> <td>Mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11</td><td>19 01 12</td></tr> <tr> <td>Déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01</td><td>19 13 02</td></tr> <tr> <td>Déchets de dessablage</td><td>19 08 02</td></tr> <tr> <td>Compost déclassé</td><td>19 05 03</td></tr> <tr> <td>Déchets biodégradables</td><td>20 02 01</td></tr> <tr> <td>Béton</td><td>17 01 01</td></tr> <tr> <td>Briques</td><td>17 01 02</td></tr> <tr> <td>Tuiles et céramiques</td><td>17 01 03</td></tr> <tr> <td>Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06</td><td>17 01 07</td></tr> <tr> <td>Bois</td><td>17 02 01</td></tr> <tr> <td>Matériaux d'isolation autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03</td><td>17 06 04</td></tr> </tbody> </table> <table border="1"> <tbody> <tr> <td>Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03</td><td>17 09 04</td></tr> </tbody> </table>		Déchet	Code déchet	Mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01*	17 03 02	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03	17 05 04	Ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07	17 05 08	Mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11	19 01 12	Déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01	19 13 02	Déchets de dessablage	19 08 02	Compost déclassé	19 05 03	Déchets biodégradables	20 02 01	Béton	17 01 01	Briques	17 01 02	Tuiles et céramiques	17 01 03	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06	17 01 07	Bois	17 02 01	Matériaux d'isolation autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03	17 06 04	Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03	17 09 04
Déchet	Code déchet																																
Mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01*	17 03 02																																
Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03	17 05 04																																
Ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07	17 05 08																																
Mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11	19 01 12																																
Déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01	19 13 02																																
Déchets de dessablage	19 08 02																																
Compost déclassé	19 05 03																																
Déchets biodégradables	20 02 01																																
Béton	17 01 01																																
Briques	17 01 02																																
Tuiles et céramiques	17 01 03																																
Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06	17 01 07																																
Bois	17 02 01																																
Matériaux d'isolation autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03	17 06 04																																
Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03	17 09 04																																
<p>Constats : Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le 30 novembre le registre chronologique interne relatif à la traçabilité des terres excavées (TEX) admises sur l'installation.</p> <p>D'après le registre des déchets entrants transmis par l'exploitant, des codes déchets 17 05 06 (boues de dragage) et 17 03 02 (mélange bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01) ont été admis après le 7/10/2022 (admissions de boues de dragage le 10, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 24, et 28/10/2022 ; admission de mélange bitumineux le 27/10/22).</p> <p>Or ces code déchets ne sont pas listés dans le tableau de synthèse des déchets admissibles sur l'installation à l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07 octobre 2022.</p> <p>L'exploitant justifie cet écart par le fait que le dossier de demande d'autorisation à l'origine de l'autorisation délivrée le 7/10/22 sollicitait l'autorisation de réceptionner ce type de déchets, les marchés associés à ces admissions ont été conclus pour ces déchets avant la délivrance de l'autorisation dans le cadre de leurs activités soumises à déclaration.</p> <p>L'exploitant précise que désormais les contrats sont conclus au regard des codes déchets admissibles autorisés dans leur arrêté préfectoral d'autorisation du 07/10/2022.</p> <p>Ces admissions postérieures au 7 octobre 2022 sont contraires aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2022. Compte tenu des justifications de l'exploitant et dans la mesure où l'exploitant a pris ses dispositions dans ses contrats postérieurs au 07/10/22 pour prévenir désormais ce type d'admission non autorisée en vertu de la liste des déchets admissibles fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 07/10/22, l'inspection ne propose pas de suites</p>																																	

administrative aux admissions non conformes constatées dans le registre. Toute récidive de l'exploitant fera l'objet de propositions de suites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet